

Convention collective départementale

IDCC : 930. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES CONNEXES**
(SARTHE)

(8 mars 1977)

(Etendue par arrêté du 20 novembre 1978,
Journal officiel du 16 janvier 1979)

ACCORD DU 11 JUIN 2008

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES EFFECTIVES GARANTIES
ET À LA VALEUR DU POINT

NOR : *ASET0850974M*

IDCC : 930

Entre :

L'UIMM de la Sarthe ;

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{er}

GARANTIES ANNUELLES DE RÉMUNÉRATIONS EFFECTIVES

Article 1^{er}

Les garanties annuelles de rémunérations effectives, telles que définies à l'article 14, paragraphe B, de l'avenant « Mensuels » de la convention collective sont fixées à compter de l'année 2008 sur la base du barème suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	15 678
	2	145	15 678
	3	155	15 699

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
II	1	170	15 807
	2	180	15 864
	3	190	16 244
III	1	215	16 998
	2	225	17 578
	3	240	18 109
IV	1	255	18 803
	2	270	19 711
	3	285	20 618
V	1	305	22 427
	2	335	24 432
	3	365	26 737
		395	28 889

Article 2

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, et sera adapté proportionnellement à l'horaire collectif en vigueur ou à celui du salarié concerné.

Article 3

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des garanties annuelles de rémunérations effectives.

Article 4

Dans l'hypothèse où le SMIC annuel 2008, résultant de la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet 2008, serait supérieur à la garantie annuelle de rémunération effective correspondant au coefficient 140 du barème faisant l'objet du présent accord, les parties signataires pourront demander un nouvel examen de ce barème.

TITRE II

RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

Article 1^{er}

La valeur du point servant de base au calcul des rémunérations minimales hiérarchiques, telles que définies à l'article 14, paragraphe A, de l'avenant « Mensuels » de la convention collective est fixée comme suit : 4,45 € à compter du 1^{er} janvier 2009 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Article 2

En application de l'article 16 de l'avenant « Mensuels » de notre convention collective, les primes d'ancienneté seront calculées sur la base des rémunérations minimales hiérarchiques.

Article 3

Les rémunérations minimales hiérarchiques et les primes d'ancienneté qui découlent de cette valeur de point doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire effectif de chaque salarié et supporter, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Article 4

Le barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2009, fixé en fonction de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures, est annexé au présent avenant.

Article 5

Les rémunérations minimales hiérarchiques tiennent compte des compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

TITRE III

INDEMNITÉ DE PANIER

En application de l'article 22 de l'avenant « Mensuels » de notre convention collective, l'indemnité de panier se trouve portée à 6,16 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

TITRE IV

PUBLICITÉ DE L'ACCORD

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 2221-2 (ancien article L. 132-1) et suivants du code du travail. Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 (ancien article L. 132-10) du code du travail.

Fait au Mans, le 11 juin 2008.

(Suivent les signatures.)

Rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul de la prime d'ancienneté applicables au 1^{er} janvier 2009

Barème base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Valeur du point : 4,45 €.

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS techniciens colonne 1	OUVRIERS + 5 % sur colonne 1 (1)	AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER + 7 % sur colonne 1 (1)
I	1	140	623,00	623,00 + 31,15 = 654,15	
	2	145	645,25	645,25 + 32,26 = 677,51	
	3	155	689,75	689,75 + 34,49 = 724,24	
II	1	170	756,50	756,50 + 37,83 = 794,33	
	2	180	801,00		
	3	190	845,50	845,50 + 42,28 = 887,78	
III	1	215	956,75	956,75 + 47,84 = 1 004,59	956,75 + 66,97 = 1 023,72
	2	225	1 001,25		
	3	240	1 068,00	1 068,00 + 53,40 = 1 121,40	1 068,00 + 74,76 = 1 142,76
IV	1	255	1 134,75	1 134,75 + 56,74 = 1 191,49	1 134,75 + 79,43 = 1 214,18
	2	270	1 201,50	1 201,50 + 60,08 = 1 261,58	
	3	285	1 268,25	1 268,25 + 63,41 = 1 331,66	1 268,25 + 88,78 = 1 357,03

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS techniciens colonne 1	OUVRIERS + 5 % sur colonne 1 (1)	AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER + 7 % sur colonne 1 (1)
V	1 2 3	305 335 365 395	1 357,25 1 490,75 1 624,25 1 757,75		1 357,25 + 95,01 = 1 452,26 1 490,75 + 104,35 = 1 595,10 1 624,25 + 113,70 = 1 737,95 1 757,75 + 123,04 = 1 880,79
(1) Majoration résultant de l'accord national du 30 janvier 1980.					